

33. Les lubies des lambertistes



Les lambertistes de tout poil répètent à l'envi que « *il faut en finir avec les institutions réactionnaires de la Vème république* ». Certes les institutions de la Vème république créée par De Gaulle étaient réactionnaires et celles que nous avons actuellement le sont aussi. Ce ne sont pas exactement les mêmes. La constitution a été modifiée 22 fois depuis 1958. Une simple comparaison du texte original et du texte actuel montre l'ampleur des modifications. Le fonctionnement de l'Etat a aussi parfois été grandement modifié dans l'esprit sans l'être dans le texte : introduction de la cohabitation, décision d'un référendum annulée par une décision de congrès... C'est entretenir de la confusion de ne pas le signaler. Le fonctionnement actuel de cette Vème république n'a plus grand chose de commun avec le régime bonapartiste de De Gaulle. Cette évolution montre que le régime actuel sort du bonapartisme pour s'orienter vers une dictature ouverte alors que les lambertistes, avant 1981, avaient prévu que la sortie du bonapartisme amènerait une crise de régime du fait de l'impossible retour à un régime de démocratie parlementaire voulu par le gouvernement PCF/PS (élection de Mitterrand). Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé et ce n'est pas ce qui se passe. Macron n'a rien d'un Bonaparte. Nous sortons d'un régime bonapartiste pour entrer dans une dictature (Voir le chapitre « Un régime totalitaire et fascisant » dans mon livre : [« Macron démission – Révolution »](#).) L'adoption de la loi « sécurité globale » est l'une des étapes de cette évolution. D'ailleurs, le rôle des médias dans l'élection de Macron montre qu'il y aurait sûrement une réforme du système d'information à faire aussi importante que bien d'autres changements institutionnels... Mais là n'est pas le plus important. La question importante est : Est-ce que des questions fondamentales trouveraient une réponse si on changeait les institutions en restant dans l'UE ? Ma réponse est : non ! Il y a 27 pays qui sont dans l'UE. Ces 27 pays ont 27 constitutions différentes or, ils appliquent tous la politique de l'UE. C'est cela qu'il faut dire ! C'est cela qui est important ! Nous préférons dénoncer cette dérive d'un régime qui était bonapartiste vers une dictature classique avec les mesures anti-laïques, anti-migrants et liberticides qui se sont accumulées de Mitterrand à Macron. Voici un ensemble de propositions qui vont dans ce sens :

- Une seule école pour : tous l'école laïque. Nous demandons l'adoption, comme première réforme de l'enseignement, de la loi Savary qui avait été refusée par Mitterrand.

- La suppression des camps de rétention. Les règles françaises pour les migrants ne doivent pas être plus répressives que celles des anglais. Les migrants ne devraient pas chercher à n'importe quel prix à passer en Angleterre. Si nécessaire, la France devra quitter l'espace Schengen.
- Sortie immédiate de l'OTAN (Il suffit d'un courrier du président de la république).
- Retour de tous les militaires français qui sont sur des « théâtres d'opérations » en Afrique ou ailleurs que ce soit sous drapeau de l'OTAN, sous drapeau de l'UE ou sous drapeau français.
- Indemnisation pour les manifestants estropiés notamment lors des manifestations des gilets-jaunes. Amnistie pour tous les manifestants condamnés. Remboursement des amendes.
- Suppression des forces de polices compromises dans la répression et les brutalités contre les manifestants. Remplacement par des brigades de sécurité composées de civils volontaires. Celles-ci seront placées sous le contrôle des travailleurs..
- Répudiation de la dette. Nous ne devons rien.
- Nationalisation sans indemnités ni rachat de tous les grands médias (télévisions, radios, journaux, revues) qui sont dans les mains d'une dizaine de milliardaires.
- Réforme de toutes les règles concernant l'information en s'inspirant du programme du CNR et de ce qui a été acquis en Argentine mais en allant beaucoup plus loin pour en finir avec les dogmes imposés et le système de pensée unique. Garantir la liberté d'expression et la possibilité pour chaque courant d'avoir des canaux d'information en respectant des règles de proportionnalité et d'équité qu'il faut définir.
- Abrogation de toutes les lois liberticides notamment celles de Macron :
 - La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.
 - La loi asile et immigration du 10 septembre 2018.
 - La loi de 2018 sur le secret des affaires (atteinte à la liberté d'informer).
 - La loi dite anticasseurs publiée au J.O. le 10 avril 2019.
 - La loi « sécurité globale ».

Les réseaux sociaux ne doivent faire aucune censure politique.

Un mot d'ordre n'est pas bon ou mauvais en soi. Tout dépend de la situation dans laquelle il est avancé. Lénine dans « *Le gauchisme maladie infantile du communisme* » a expliqué par exemple qu'il ne fallait pas être pour ou contre la participation à des élections « bourgeoises » sans tenir compte des circonstances. Parfois il faut être pour, dans d'autres conditions il faut être contre. En 1981, les lambertistes, s'ils avaient voulu être fidèles au programme de Trotsky, aurait dû présenter un candidat au premier tour de l'élection présidentielle pour expliquer, notamment, qui était Mitterrand sans rien cacher. En 2022, les trotskystes doivent être pour un candidat unique des organisations ouvrières. Ce n'est pas la même position dans les deux cas parce que la situation est différente. Le mot d'ordre du FOU (Front Unique Ouvrier) n'est pas un dogme. Quand les bolcheviques décident l'insurrection en octobre 1917, ils ne sont pas pour l'unité avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils mènent l'insurrection seuls. Ce n'est pas le FOU. Quand un gouvernement de Front Populaire comme celui de François Mitterrand se met en place, une véritable organisation trotskyste ne demande pas en préalable l'unité avec le PC et le PS pour lancer une opposition à la liquidation de la sidérurgie ou du textile.

Revenons donc au mot d'ordre « *Il faut en finir avec les institutions réactionnaires de la Vème République* ». Les mots d'ordre des révolutionnaires et de tous ceux qui veulent défendre les travailleurs doivent permettre d'élever le niveau de conscience des masses populaires. Après le coup d'Etat de 1958 et dans les deux décennies qui ont suivi, ce mot d'ordre était correct. Avec l'élection de Mitterrand les choses sont devenues différentes. Les lambertistes avaient prévu que le gouvernement de Mitterrand serait le dernier gouvernement de la Vème république et, si les lambertistes avaient mené une politique de trotskystes, cela se serait peut-être réalisé mais, force est de constater que la Vème république, un peu remaniée avec la première cohabitation, est restée en place. Avec le traité de Maastricht en 1992, cela devient encore plus différent. Désormais, pour qui veut élever la conscience des masses, la question des institutions de la Vème république doit s'effacer devant la nécessité d'en finir avec l'UE. Dire qu'il importe d'en finir avec ces institutions devient une source de confusion. Par contre, le mot d'ordre d'assemblée constituante, dans les deux cas, doit être mis en avant ainsi que la revendication d'un gouvernement des travailleurs. C'est bien évidemment ces mots d'ordre qu'il fallait mettre en avant après l'élection de Mitterrand. Et, quand les grands plans de licenciements ont été avancés, il fallait ajouter « *grève générale pour l'interdiction des licenciements* », « *Expropriation et nationalisation de toute entreprise qui ferme, reprise de la production sous le contrôle des travailleurs* », « *A bas les traités* », « *Le pouvoir aux travailleurs* », « *Tous à l'Elysée* »... Désormais, les mots d'ordre des révolutionnaires sont « *A bas l'UE ! Vive le Frexit* » « *Pour une assemblée constituante* », « *Pour un gouvernement des travailleurs qui impose un plan économique ouvrier et populaire débattu et géré par les travailleurs eux-mêmes* », « *Macron démission !* », « *Gouvernement provisoire PC/PS/LFI* » et pour l'élection présidentielle de 2022 il faut ajouter « *Pour battre Macron, il faut un candidat unique PC/PS/LFI, tout de suite !* »

Cinq partis de gauche créent un Comité pour l'interdiction des licenciements

BEURAINS. Mardi soir, les représentants des sections de la Ligue communiste, du Parti communiste, du Parti ouvrier, du Parti socialiste et du Parti des travailleurs tunisiens se sont réunis à Beurains pour discuter de cette initiative des forces de gauche est née d'une campagne de lutte contre les licenciements. Ils ont déclaré : « Il y a eu des faillites et il y aura des licenciements dans les mois qui viennent. Dans le rang de la gauche, où l'on ne considère pas le licenciement



Cinq sections des partis de gauche se mobilisent ensemble pour « interdire » les licenciements dans les entreprises.

La saine aspiration des travailleurs à l'unité pour lutter contre les licenciements est dévoyée vers une impasse par les lambertistes qui sèment l'illusion que le gouvernement pourrait interdire les licenciements sans que la France sorte de l'UE

Les lambertistes ont l'art du contre-temps. Ils avancent au mauvais moment des mots d'ordre qui pourraient être bons à d'autres moments. Il y a en effet une autre lubie des lambertistes que je veux dénoncer c'est le fameux « *Pour l'interdiction des licenciements* ». Je viens de dire qu'il fallait lancer ce mot d'ordre après l'élection de François Mitterrand dès que les grands plans de licenciements ont été annoncés. Ce n'est pas ce qu'ont fait les lambertistes à ce moment. Pourtant c'était ainsi qu'il fallait contrer la politique de Mitterrand lequel expliquait que la question des licenciements n'était pas du ressort du gouvernement. Les lambertistes ont avancé ce mot d'ordre plus tard et ils ne cessent de le répéter maintenant. Il n'y a pas lieu de s'étonner

qu'ils se retrouvent sur ce mot d'ordre avec des défenseurs de l'UE. Cette revendication est maintenant source de confusion. Les lambertistes laissent entendre qu'il pourrait être mis fin aux licenciements si le gouvernement en prenait la décision tout en restant dans l'UE. Ils laissent penser ainsi que le gouvernement a encore un peu d'initiative dans la vie politique, que cela serait de son ressort. Non ! Mille fois non ! Ne semez pas d'illusions ! Tout se décide à Bruxelles.

Pour ne pas semer la confusion, nous laissons aux lambertistes l'exclusivité de leurs deux lubies :

- Il faut en finir avec les institutions réactionnaires de la Vème république.
- Pour l'interdiction administrative des licenciements.

Ces mots d'ordre ne sont pas les nôtres. Pour en finir avec la dictature que l'Union Européenne et les milliardaires nous imposent étape par étape nos mots d'ordre sont :

- Unité pour chasser Macron et son gouvernement aux ordres de l'Union Européenne et à la solde des milliardaires.
- Frexit.
- Assemblée constituante.
- Gouvernement des travailleurs.
- Pour les présidentielles de 2022 : candidat unique des partis ouvriers dès maintenant. Non aux candidatures de division comme celle de Mélenchon.